

**DECLARATION DE L'ORGANISATION
INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE**

Au nom de S.E. Mme Michaëlle JEAN

Evènement de haut niveau

*« Renforcement de la coopération sur les migrations et les mouvements de réfugiés dans la perspective d'un nouveau programme de développement »
(Nations Unies, New York, 30 septembre 2015)*

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

La Secrétaire générale de la Francophonie, SE Mme Michaëlle JEAN, aurait vivement souhaité être présente à cette importante réunion. Elle m'a chargé d'exprimer son soutien à cette initiative du Secrétaire général, dont elle salue le leadership face à la présente crise migratoire.

Pour la Francophonie, cette crise est un sujet de grande préoccupation. Au sein des 80 Etats et gouvernements membres de l'organisation se trouvent aussi bien des pays de départ, de transit et de destination. Comptant en son sein 17 pays membres de l'Union européenne et 30 pays africains, la communauté francophone est concernée par toutes les dimensions de cette crise, et elle est mobilisée pour agir.

Personne ne croit en effet que cette crise pourra être résolue par l'action des Etats seuls, dont les vues d'ailleurs divergent parfois. Cette crise migratoire est un fait géopolitique majeur. C'est une tectonique des plaques démographiques qui s'est mise en branle, et qui ne s'arrêtera pas d'elle-même. L'Europe est confrontée aux plus vastes mouvements de populations depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais on oublie trop souvent qu'aujourd'hui la majorité des migrants se trouvent dans les pays du Sud, où ils vivent souvent des situations encore plus difficiles. C'est une réalité qui touche aujourd'hui particulièrement les pays de l'Afrique francophone. Et partout, ces flux de migrants d'une ampleur sans précédent recèlent des risques de déstabilisation très sérieux.

Monsieur le Président,

Il a été rappelé qu'il convient de distinguer les réfugiés qui fuient les conflits, et qui relèvent des régimes de protection et d'asile, des migrants économiques, qui fuient des situations individuelles où tout espoir d'une vie meilleure a disparu. Ceux-là fuient la misère, les effets du dérèglement climatique ou la gouvernance défailante. Ces causes sont des causes structurelles. Tant qu'elles existeront, les migrants se mettront en route, condamnés à un exil forcé qui peut en chemin les jeter entre les mains des trafiquants d'êtres humains ou des terroristes.

C'est sur ces causes qu'il faut agir. La Francophonie est mobilisée pour apporter son concours, et proposer des solutions. Car ce sont les jeunes qui sont majoritairement poussés à ces migrations forcées, et les jeunes forment d'ores et déjà la majorité de la population de l'espace francophone. Ce sont ces jeunes à qui il faut donner un nouvel espoir, en créant des emplois, afin qu'ils soient convaincus qu'ils peuvent vivre et s'épanouir chez eux, avec leurs familles et au sein de leur culture, au lieu d'être entraînés sur la voie du déracinement ou du nihilisme.

C'est pourquoi la stratégie économique dont s'est dotée la Francophonie fin 2014 est un instrument qui peut contribuer à relever ce défi. Dès cette année, nous lançons un programme d'incubateurs et de soutien à l'entrepreneuriat dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne francophone, qui pour certains contribuent financièrement à cette initiative.

Au-delà de ses propres actions, la Francophonie souhaite s'inscrire dans une démarche multi-partenaire avec les agences, fonds et programmes des Nations Unies, les grands bailleurs, les institutions financières multilatérales, la société civile et le secteur privé. La gravité de cette crise fait que de nouveaux montants d'aide publique au développement seront annoncés au profit des pays de départ. Mais ce ne sont pas des injections d'argent aussi soudaines que ponctuelles qui changeront la donne. Pour être crédibles aux yeux des populations prêtes à tout pour échapper à leur sort, ces programmes devront être durables. Ils devront mêler le niveau local et le niveau régional, associer impérativement les diasporas et enfin respecter les spécificités culturelles des communautés concernées. Sur tous ces points, l'Organisation internationale de la Francophonie dispose d'une expertise qu'elle est impatiente de partager.

Enfin, notre organisation peut offrir une enceinte de dialogue et de réflexion afin que des Etats de départ et de destination travaillent de concert, dans un climat dépassionné, pour prendre la mesure des causes de ce phénomène d'ampleur historique, et concevoir ensemble des solutions pour le long terme.

Monsieur le Président,

Les Etats et gouvernements francophones ont beaucoup d'intérêts en jeu dans la crise migratoire actuelle. Mais ils sont aussi unis par les valeurs d'humanisme qui sont indissociables de la Francophonie. Pour toutes ces raisons, la Francophonie est disponible et mobilisée pour apporter sa contribution à la résolution de cette crise.

Je vous remercie.